



Il faut un autre budget de l'Éducation nationale, pour une autre politique éducative !

Dans un contexte social marqué par des mobilisations sans précédent contre le projet de réforme des retraites et le soutien massif de l'opinion publique à 71%, les organisations FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Éducation, pleinement impliquées dans l'action inter professionnelle, appellent les personnels de l'éducation nationale à se mettre en grève et manifester massivement mardi 19 octobre avec l'ensemble de la population.

Les fédérations de l'Éducation dénoncent le projet de loi de finances 2011 qui confirment une nouvelle saignée dans l'éducation. La politique dogmatique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite impacte particulièrement ce ministère.

- 16 120 suppressions d'emplois sont programmées pour la seule mission « enseignement scolaire », parmi lesquelles 8 967 suppressions de postes dans le 1er degré alors qu'il y aura plusieurs dizaines de milliers d'élèves en plus, 4 800 dans le second degré pour 62000 élèves supplémentaires et 600 emplois de personnels administratifs.
- 66 000 postes auront été supprimés entre 2007 et 2011. Tous les niveaux d'enseignement sont gravement touchés, tous les personnels sont concernés.
- Les opérateurs sous tutelle du MEN devront rendre 34 emplois (Céreq, CIEP, Cned, INRP, Onisep, Scéren-CNDP). L'enseignement technique agricole perdra, lui, 145 postes.

Cette année encore, l'inégalité de traitement public/privé est flagrante.

Le cynisme gouvernemental et ministériel relève de la provocation, quand « Bercy » précise que le projet de budget 2011 s'appuie sur « un dialogue de gestion rénové avec les académies », au vu de « l'ampleur des moyens consacrés à l'éducation au plan national et la diversité des situations locales ». En clair, ce sera aux académies de faire le travail de coupe, en utilisant les désormais fameux « leviers d'action » : l'augmentation des effectifs des classes, la poursuite de la baisse de la scolarisation des enfants de 2 ans, la suppression des RASED, la diminution du potentiel de remplacement, l'abandon de la formation initiale et continue des enseignants, les recrutements de nouveaux enseignants inférieurs de moitié aux besoins, les économies faites dans tous les secteurs de l'Éducation (école, collège, lycée, lycée professionnel, services centraux et services déconcentrés, sociaux et de santé)...

Les satisfecit ministériels et les expérimentations diverses ne peuvent masquer l'évidence : l'ambition éducative pour tous les jeunes n'est plus une priorité en France. Après une rentrée 2010 catastrophique cette poursuite des suppressions d'emplois, alors que les effectifs d'élèves augmentent, ne permettra pas au système éducatif de répondre au défi d'une nouvelle étape de démocratisation et annonce pour 2011 la pire rentrée scolaire qu'on ait jamais eue. Et ce sont les élèves des milieux les plus défavorisés qui en seront les premières victimes.

Nous ne pouvons accepter cette mise à mal du service public d'éducation qui concerne l'ensemble des usagers et des personnels. C'est d'une autre ambition éducative et d'un autre budget dont notre École a besoin pour assurer la réussite de tous et améliorer les conditions de travail des personnels.

Les fédérations de l'Éducation Nationale FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Éducation appellent à poursuivre et à amplifier la mobilisation et à participer activement aux différentes actions interprofessionnelles. Elles se retrouveront à l'issue de la réunion intersyndicale nationale pour décider de la suite de la mobilisation sur les retraites et organiser ensemble une riposte commune afin de peser sur le budget de l'éducation.